

Fortis : Modrikamen accroît la pression

- Il annonce qu'il va lancer des procédures au fond avec comme cibles la SFPI et l'Etat néerlandais notamment.
- L'objectif : pousser à la négociation. Le temps presse !

M° Modrikamen, qui défend 2300 actionnaires de Fortis, a décidé de mettre la pression maximale en particulier sur l'Etat belge. Son moyen : des actions au fond introduites début de semaine prochaine. Avec comme objectif de forcer la négociation avant l'assemblée qui doit se prononcer sur le démantèlement du groupe prévu le 11 février.

Il a ainsi annoncé hier qu'il allait lancer des procédures au fond contre notamment Fortis, l'Etat néerlandais, la banque centrale néerlandaise, la SFPI (le véhicule financier de l'Etat belge) et peut-être la Banque nationale et BNP Paribas. *"Il faut signifier aux Néerlandais de manière très claire qu'ils sont concernés"*, a notamment souligné hier M° Modrikamen.

Ses arguments : des excès et détournement de pouvoir. Ses demandes principales visent la nullité d'un certain nombre d'opérations et ses demandes subsidiaires des dommages et intérêts. Point important à préciser : si des dommages et intérêts sont accordés, ils bénéficieront *"exclusivement aux demandeurs"*.

Mais M° Modrikamen ne cache pas qu'il préférerait ne pas en arriver là. *"Il est évident que si nous entrons dans un cadre transactionnel, on abandonnerait nos procédures"* a expliqué M° Modrikamen. Lequel a d'ailleurs une fois de plus mis en avant un certain nombre de pistes possibles. Y compris celle d'un rapprochement entre Fortis banque, Dexia et Ethias pour créer un groupe



■ Les concessions que, selon les rumeurs, la banque BNP Paribas serait prête à faire, laissent M° Modrikamen pour le moins sceptique.

rebaptisé de "Brussels Générale". *"Ce serait un clin d'œil de reprendre un nom historique."* Autre possibilité : accepter la structure actuelle (avec une reprise de Fortis banque par BNP Paribas) mais pas dans les *"conditions lésionnaires"* conclues en octobre.

Et si négociation il y a, il ne fait pas de doute, selon lui, qu'elle doit avoir lieu avec le team constitué autour de lui, Deminor, VEB et Test-Achats. *"Nous représentons 11 à 13 pc du capital, soit probablement la moitié du capital qui sera présent à l'assemblée. Il est faux de dire*

qu'il n'y a pas d'interlocuteur, a-t-il expliqué.

M° Modrikamen n'est d'ailleurs pas le seul à lancer des pistes. Georges Ugeux, présenté comme candidat à la présidence du holding par Deminor, a déclaré au "Trends" que *"le groupe devra se profiler comme une holding spécialisée dans les services financiers en Europe"*.

M° Modrikamen se méfie néanmoins des rumeurs de concessions qui pourraient être accordées par BNP Paribas. On a évoqué un rachat partiel de Fortis Insurance. *"Ce sont des propositions qui n'en sont pas. C'est*

comme si on vous disait que quel qu'un vous a amputé de vos deux bras et de vos deux jambes et que pour réparer, on va faire une opération de chirurgie esthétique sur votre nez", a-t-il ironisé.

Du côté gouvernemental, il semble en tout cas que la solution BNP Paribas reste la solution privilégiée, selon une source proche du dossier. Avec une marge de renégociation suffisante ? Cela pourrait dépendre de l'avis du collège d'experts, qui est attendu pour début février. En attendant, il n'y a pas la moindre déclaration officielle.